

## LA MODIFICATION DE LA CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE HONGROISE

IMRE TAKÁCS

professeur, Chaire de Droit constitutionnel, Université «Eötvös Loránd», Budapest

Reçu: le 15 février 1974.

Les phases les plus importantes du développement de la Constitution hongroise sont liées aux succès des mouvements révolutionnaires, à l'obtention de l'existence autonome de l'État. La révolution bourgeoise et la guerre d'indépendance de 1848/49 ont commencé par la création de la monarchie constitutionnelle et ont conduit essentiellement à la forme du détronement des Habsbourg. La République populaire a été déclarée en 1918 par la révolution démocratique bourgeoise, alors que la République des Conseils en 1919 par la première révolution du prolétariat victorieux. Les régimes réactionnaires écrasant les révolutions ont pour trait commun d'avoir fermé la route au développement démocratique. La nouvelle phase du développement de la constitution est due au développement de la démocratie populaire qui n'est survenu qu'après 1945. Le pouvoir populaire s'est raffermi, la classe ouvrière a évincé du pouvoir étatique, en s'appuyant sur toutes les couches laborieuses et sur toutes les classes laborieuses, les propriétaires terriens et les capitalistes. La révolution démocratique populaire s'est déroulée de façon relativement pacifique en se servant des formes parlementaires.

La Constitution de la République Populaire Hongroise a été proclamée en 1949. La Constitution a rédigé le but de l'édification socialiste, a prévu l'exercice par le peuple laborieux du pouvoir étatique, l'organisation de l'État et les droits et les devoirs des travailleurs.

La Constitution entrée en vigueur en 1949 a été modifiée à plusieurs reprises. Bien que les modifications aient porté sur des institutions constitutionnelles fondamentales, elles avaient un caractère d'espèce parce que les changements ne sont survenus que dans l'organisation d'État.<sup>1</sup>

## I.

## Les principales questions de principe de la modification de la Constitution

1. *La stabilité relative de la Constitution*

La Constitution a subi une modification globale en 1972, mais elle est restée sans changement sous beaucoup d'aspects<sup>2</sup>, ce qui a permis au législateur d'attribuer une grande importance à la continuité, à la stabilité des institutions constitutionnelles. La stabilité relative de la Constitution hongroise peut être ramenée à plusieurs facteurs. En dehors du rôle déterminant des facteurs politiques les institutions, le caractère de cadre de la Constitution même ont considérablement contribué à ce que la loi fondamentale s'adapte après 23 ans révolus au moyen de la modification de la Constitution au lieu d'une nouvelle Constitution au niveau du développement économique et politique de la société obtenu pour 1972.

En guise d'introduction nous tenons à indiquer que la stabilité ne peut être évidemment rapportée aux constitutions bourgeoises dont l'efficacité remontant à bien des décennies ou éventuellement à plusieurs siècles est assurée par la capacité de la Constitution de s'adapter, la flexibilité de celle-ci et l'interprétation variable visant à assurer la vie de la Constitution et par la pratique constitutionnelle opportune<sup>3</sup>. Si l'on procède à comparer l'évolution de la Constitution hongroise au développement constitutionnel de notre pays après la libération à celui des États européens de démocratie populaire, la stabilité peut être constatée sans équivoque.

L'évolution de la société survenue après la guerre dans les pays de démocratie populaire a mis partout à l'ordre du jour la solution des tâches relatives à la transformation socialiste et de la révolution socialiste. Le changement du caractère du pouvoir n'a eu lieu qu'exceptionnellement au moyen d'une confrontation politique aiguë, il était dû dans la majorité des cas à la victoire politique graduellement atteinte par les partis ouvriers, à la politique efficace du Front populaire.

Les constitutions démocratiques populaires adoptées immédiatement après le tournement ont été vite dépassées par les exigences de la vie d'État socialiste. Il a fallu mettre à l'ordre du jour déjà quelques années plus tard dans la plupart des pays l'élaboration d'une nouvelle constitution.

La république populaire a été proclamée en *Bulgarie* le 4 décembre 1947. La première constitution socialiste du pays était en vigueur jusqu'au 16 mai 1971 quand la nouvelle constitution de démocratie populaire a été adoptée par un référendum.

Quant à la *Tchécoslovaquie* c'est à la suite du tournant de février 1948 que la première constitution socialiste a été adoptée au mois de mai 1948. L'importance politique de cette constitution est due à la déclaration des changements survenus dans le caractère du pouvoir. Néanmoins la réglementation constitutionnelle des institutions ne pouvait pas être si profonde



qui aurait pu durablement satisfaire aux exigences formulées à l'égard de la Constitution. L'élaboration de la nouvelle Constitution a été mise à l'ordre du jour en 1960 après plusieurs modifications quand la république socialiste a été déclarée (le 11 juillet 1960). Cette constitution est en vigueur même à présent avec des modifications relatives à la fédération effectuées en 1968.

Une nouvelle constitution a remplacé en 1952 en *Pologne* la constitution de 1947, alors qu'en *Roumanie* celle de 1952. La république socialiste a été déclarée en Roumanie dans sa nouvelle constitution adoptée en 1965.

En ce qui concerne l'*Albanie* une essentiellement nouvelle constitution a remplacé en 1950 la constitution du 14 mars 1946 dont le texte a subi de larges transformations.

Le développement de la constitution de la République Démocratique Allemande montre des particularités. La constitution du 7 octobre 1949 a été remplacée par une nouvelle constitution adoptée au cours du référendum du 26 mars 1968.

Une nouvelle constitution a été adoptée en 1953 en *Yougoslavie* pour remplacer celle du 31 janvier 1946. La constitution de la République Fédérative Socialiste Yougoslave était en vigueur avec des modifications survenues en 1963 et en 1972 jusqu'en 1974 et elle céderait sa place au cours de cette année à la nouvelle constitution.

La Constitution de la *République Populaire Hongroise* n'a pas été adoptée immédiatement après le changement survenu dans le caractère du pouvoir. Ce décalage de temps a créé une plus grande possibilité pour l'utilisation des expériences internationales. Le Congrès d'unification des deux partis ouvriers a fixé pour tâche l'élaboration de la constitution. Celle-ci a été adoptée après plus d'un an en août 1949.

La date de la naissance de notre Constitution était favorable du point de vue du mesurage circonspect de la tendance de l'évolution sociale. Cela s'explique en premier lieu par la stabilité relative qui caractérise notre Constitution par rapport au développement des autres pays de démocratie populaire. La Constitution a exprimé le caractère de classe changé du pouvoir d'État, la réalisation et les fonctions de la dictature du prolétariat. Elle s'est fixé pour but la liquidation absolue de l'exploitation, l'affermissement des rapports de production socialiste. C'est en conformité avec la politique agraire du Parti que la Constitution a formulé la route de coopération de la transformation socialiste de l'agriculture. Elle a prévu l'édification de l'organisation d'État, les attributions des organes de gouvernement et elle a établi les droits et les devoirs fondamentaux des travailleurs. Elle ne s'est donc pas contentée en proclamant la république populaire de déclarer le changement survenu dans le caractère du pouvoir d'État, mais elle a fixé pour tâche l'édification de la société socialiste, a exprimé les bases économiques et politiques de la construction du socialisme, a réglementé les cadres de l'activité étatique et celle des citoyens.

## 2. *La nécessité de la modification de la Constitution*

Les récents résultats de l'analyse politico-idéologique, surtout les exigences du démocratisme dans le domaine de la vie étatique, le rétablissement et l'affermissement de la légalité socialiste ont nécessité de nouvelles institutions. Ce processus remonte déjà à 1953 et il n'a été interrompu que provisoirement en 1956 par le soulèvement contre-révolutionnaire.

Le texte de la Constitution établi en 1949 est devenu de plus en plus inopportun surtout après le renforcement des rapports de production socialiste pour procéder à l'expression précise de la base économique plus complexe.

De nouvelles institutions ont été créées que la Constitution n'avait pas prévues<sup>4</sup> ou bien les termes de la loi diffèrent de ceux de la Constitution.<sup>5</sup>

Le développement de la vie étatique et du démocratisme socialiste touchant profondément la participation des citoyens et plusieurs domaines de l'organisation d'État a surtout accéléré la mise à l'ordre du jour des modifications de la Constitution. L'Assemblée nationale a mis en 1970 à l'ordre du jour la réforme du système électoral, puis en 1971 la création de la nouvelle loi sur les Conseils locaux. Toutes les deux lois ont nécessité la modification de plusieurs articles de la Constitution. Comme une décision politique a été déjà prise au sujet de l'élaboration de la modification de la Constitution, le législateur a choisi dans l'intérêt desdites deux lois et de la Constitution la solution qui lui a permis d'insérer dans la loi au lieu d'une modification positive une clause générale. Celle-ci a énoncé que lesdits articles de la Constitution se modifiaient en conformité avec la loi. Toutes les deux lois ont été adoptées avec une majorité qualifiée de 2/3 prévue par la Constitution, par conséquent ces lois étaient des lois modifiant la Constitution<sup>7</sup>.

Nous avons entendu illustrer avec les exemples énumérés que les tâches de la législation avaient mûri la modification de la Constitution. Cependant au-delà des règles positives de la Constitution les dispositions au contenu de principe relatives aux bases constitutionnelles de l'installation sociale, les déclarations de garantie deviennent aussi dépassées de sorte qu'elles se sont réalisées au cours de l'évolution sociale et qu'elles n'ont plus exprimé la réalité sociale.

La continuité de l'évolution sociale nous rend difficile d'exprimer au moyen des dates la survenance des changements qualitatifs, nous pouvons tout de même établir les bornes les plus importants marquant le commencement ou l'achèvement de chacun des processus. La liquidation des conséquences du culte de la personnalité, le rétablissement de la légalité socialiste ont commencé en 1953. L'année 1957 et les années suivantes étaient l'époque de la consolidation après la contre-révolution, l'année de la correction des fautes commises dans l'édification socialiste. La transformation socialiste de l'agriculture s'est achevée pour l'année 1963, ce qui a permis aux rapports de production socialiste de régner définitivement dans les branches principales de la production à côté de l'industrie du



bâtiment et de l'industrie minière même dans l'agriculture. Le secteur socialiste était le facteur déterminant dans le commerce et le transport. On a fini avec succès de jeter les bases économiques du socialisme et ainsi la phase historique de l'édification totale de la société socialiste a commencé.

La création des bases économiques de la société socialiste a favorisé le développement de la superstructure au sein duquel le développement de la vie étatique et l'organisation d'État. Les conditions du développement de la démocratie socialiste, celles de l'épanouissement de l'activité des citoyens, sont nées.

Parmi les facteurs subjectifs nous devons mentionner que les spécialistes des sciences juridiques et politiques socialistes hongroises ont dirigé leur attention à l'analyse comparative du développement de la Constitution, à l'examen de l'interaction des rapports de société et de la réglementation juridique. Bien des monographies, des études sont apparues et un travail d'atelier intense a été poursuivi pour étudier les problèmes théoriques<sup>8</sup>.

### 3. *Modification ou nouvelle Constitution ?*

Au cours de l'élaboration de la modification de la Constitution des questions importantes ont surgi dans le domaine de la méthode. On s'est demandé avant tout s'il est possible d'insérer au moyen d'une modification simple dans la Constitution les changements fondamentaux qui sont survenus dans le développement des rapports de production, dans la structure de classe de la société et dans l'installation politique ?

On a pu trouver un avis selon lequel la modification exige une large transformation du texte, ce qui brise les cadres de la simple modification et ce qui justifierait l'élaboration et l'adoption d'une nouvelle Constitution. Nombreux sont ceux qui ont attendu de la Constitution la déclaration de la république socialiste. On s'est référé à l'exemple de quelques pays socialistes ayant appliqué l'épithète socialiste dans la dénomination officielle de l'État en conformité avec la constitution proclamée au cours des dernières années.

Dans notre pays on suit évidemment avec attention les expériences que l'on peut retenir du développement de la constitution de l'Union Soviétique et des États de démocratie populaire. Ces expériences permettent de tirer des conclusions utiles. Cependant nos questions constitutionnelles doivent être jugées en raison des faits de notre développement intérieur, nous devons éviter la comparaison simplificatrice, l'omission de l'appréciation des circonstances et des conditions historiques. La Constitution doit résumer *les résultats que l'on peut déterminer au moyen des méthodes scientifiques de l'évolution sociale*.

Le caractère d'ensemble de la modification a permis au législateur d'omettre en examinant la réalisation de la loi n° XX de 1949 les institutions qui ne fonctionnaient pas selon les expériences. Ainsi le pouvoir de l'Assemblée nationale d'accorder la grâce a pu être délégué au Présidium de la République Populaire, ce qui correspond à la pratique. L'élec-

tion des magistrats a pu être également renvoyée à la compétence du Présidium. La modification a ainsi éliminé le danger que la Constitution contienne même dans certaines questions, à la suite du retard de l'exécution de quelques dispositions constitutionnelles, des dispositions fictives.

On s'est prononcé pour l'élaboration d'une nouvelle Constitution en argumentant que la modification porte sur presque tous les articles de la loi fondamentale et que le texte nécessite d'être complété sur le fond. En effet, le législateur n'insistait pas en 1949 sur la plénitude et sur la spécification. Dans la phase de l'édification de l'économie socialiste il n'a pas pu minutieusement réglementer les questions de la direction économique, celles des finances publiques, car ni l'étendue du secteur socialiste ni les expériences ne suffisaient à procéder à cette réglementation. Le législateur a omis l'admission des règles fondamentales concernant la nationalité hongroise, parce qu'il était évidemment conscient de ce que le rapport juridique de la nationalité avait été réglementé un an plus tôt. Le législateur n'était pas en mesure de compter en 1949 sur l'activité survenue plus tard dans l'édification des relations internationales et dans la pratique de celle-ci. Les garanties assurant les droits civiques ne figurent pas suffisamment dans la Constitution. Les garanties de la conformité à la Constitution et de la légalité socialiste insérées dans la Constitution se sont avérées insuffisantes d'après les expériences historiques. Malgré cela la Constitution a accompli le rôle qui avait incombé à la loi fondamentale du système de droit socialiste: elle a établi la principale tendance de la législation. L'édification de toute l'organisation d'État et du système de droit s'est effectuée — même si avec retards — à vrai dire en conformité avec les règles et les principes généraux prévus dans la Constitution.

La Constitution est tout de même le document juridique le plus important, une loi fondamentale. Les lois et les autres règles juridiques reposent sur la constitution et doivent être en harmonie avec les dispositions constitutionnelles. La constitution n'est susceptible de remplir le rôle de la loi fondamentale que si elle exprime en réalité les bases politiques et économiques du régime social. L'élevation des principes de base de l'installation sociale au rang des principes constitutionnels indique l'orientation à la législation. Ce rôle ne se réalise que dans le cas où la Constitution ne se raidit pas, mais elle change elle-même en conformité avec le développement de la société. Le développement dynamique de la société engagée dans la voie du socialisme accroît particulièrement la prétention formulée à l'égard de la Constitution: la Constitution doit reposer sur les résultats obtenus, défendre les conquêtes socialistes, mais elle doit établir à la fois la tendance de l'évolution ultérieure aussi. La législation doit donc veiller à ce que la Constitution ne devienne pas fictive, mais qu'elle suive les processus à réaliser dans la société.

La décision concernant la modification de la Constitution est due au motif que les institutions fondamentales de notre constitution ont répondu à l'attente, que la Constitution s'adapte aux changements survenus dans l'évolution sociale. Bien que l'Assemblée nationale n'ait pas adopté une nouvelle Constitution, un nouveau texte a été rédigé par rapport à la rédac-



tion originale de la Constitution. Sans celui-ci il aurait été impossible d'insérer la modification de la Constitution dans une structure homogène et dans un texte compréhensible de manière concise. La modification d'ensemble du texte indique également que le législateur entendait rester dans les cadres les plus importants formulés par le texte original de la Constitution. En procédant à la modification le législateur a dû prendre en considération les principaux résultats de l'époque de développement succédant à l'époque où les bases du socialisme ont été jetées et les tâches sociales de l'édification totale de la société socialiste. Celle-ci ne s'est pas encore entièrement fermée, il est impossible d'établir les exigences se présentant au début de la suivante période de développement. Le développement de la société n'est pas entrée à la phase qui aurait nécessité l'élaboration d'une nouvelle Constitution.

## II.

### Les principes de base de la modification de la Constitution

Au cours de la modification de la Constitution le Comité Central du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois a formulé les directives de la modification. Celles-ci ont aidé et orienté le travail de la Commission préparatoire du Parlement, ainsi que les organes socio-politiques et professionnels invités à discuter le projet de la Commission. Ci-dessous on pourrait voir quels étaient les principes de base de la modification et les solutions découlant de leur application, quelle profondeur et quelle étendue ont pris les changements et les tâches législatives nées par suite de la modification.

1. *Le nouveau texte de la Constitution fixe les résultats de l'édification de la société socialiste et définit l'objectif social de l'évolution ultérieure, l'édification complète de la société socialiste.*

2. *La démocratie socialiste s'est renforcée, s'est élargie au cours de l'évolution de la société et de la vie étatique.*

En vue de rendre plus complète la démocratie socialiste il fallait développer les institutions, les conditions de l'activité sociale. Par conséquent il était indispensable de préciser dans la Constitution la rédaction du rôle dirigeant du Parti, la participation des organisations sociales dans la solution des tâches publiques, en premier lieu le rôle du Front populaire Patriotique, des syndicats et des coopératives.

La démocratie socialiste se fait valoir même au-delà des cadres d'organisation de la vie étatique. En disposant de l'autonomie des entreprises et de la démocratie des coopératives la Constitution exprime la réalisation de la démocratie du lieu du travail ou l'importance des organisations autonomes de la population des villages et des villes, celle du démocratisme des collectivités de domicile au moyen du rôle des organisations autonomes, des Conseils locaux.

3. En exprimant le résultat de la transformation survenue dans la base économique de la société la Constitution renforce les rapports de production socialistes et régit par la voie de la Constitution les principes

de fonctionnement de l'économie socialiste. Elle formule de nouveau le rôle des formes de propriété différente, leurs fonctions en raison des résultats obtenus. La Constitution comprend le système de la direction de l'économie nationale, les formes de la réalisation du rôle économique et organisateur de l'État, le principe du système méthodique du développement économique.

4. En conformité avec les résultats de l'évolution socialiste il fallait transformer dans le nouveau texte de la Constitution les dispositions relatives aux droits fondamentaux. Leur contenu a dû exprimer l'accomplissement achevé de ces droits, leur enrichissement, leur corrélation avec le raffermissement de l'installation sociale socialiste. Le texte original de la Constitution a formulé les droits fondamentaux comme ceux des travailleurs. En raison de la liquidation des classes exploitantes il fallait exprimer que ces droits compètent les citoyens non seulement comme travailleurs mais ils les compètent sans discrimination comme les citoyens de l'État. Il fallait présenter plus catégoriquement par rapport au texte de la Constitution adopté en 1949 que les droits civiques trouvaient leur racine dans l'ordre social, ils pouvaient en être ramenés et l'État avait l'obligation de garantir la réalisation des droits fondamentaux<sup>9</sup>.

Les droits civiques fondamentaux ont été complétés au cours de la modification. Celle-ci a relevé quelques droits fondamentaux et elle les a formulés comme l'obligation étatique, comme l'institution de base de l'installation sociale<sup>10</sup>.

La Constitution ne comprend pas de droits fictifs. A la différence du texte de plusieurs constitutions bourgeoises qui déclarent des droits fondamentaux sans assurer les conditions matérielles, la Constitution prévoit des obligations étatiques à titre de condition de la réalisation des droits fondamentaux.

C'est à l'ordre de la réglementation des droits civiques que se réfère la disposition constitutionnelle que les droits fondamentaux et les devoirs des citoyens doivent être réglés par la loi. La législation a donc reçu un pouvoir formulé dans la Constitution qui exclut que les rapports de droit essentiels des citoyens soient régiementés par décret.

La Constitution exprime le rapport réciproque des droits et des devoirs. Cette corrélation se présente à plusieurs reprises. L'un des rapports consiste en ce que les titres et les obligations s'unissent, p. ex. le droit à la culture et la scolarité obligatoire. Néanmoins la Constitution exprime aussi que l'accomplissement des devoirs civiques peut créer les moyens matériels de la réalisation des droits.

Il faut mentionner dans la sphère de la réglementation des droits fondamentaux que le nouveau texte de la Constitution déclare en conformité avec les engagements internationaux de la République Populaire Hongroise l'obligation de respecter les droits de l'homme. (Art. 54, al. (1) de la Constitution).

5. Les mesures relatives au développement de la vie étatique ont nécessité des changements d'organisations et d'attributions. Ces change-



ments ont dû être exprimés par la modification de la Constitution. Elle a pour base de principe l'augmentation du niveau de l'activité étatique dans le signe du perfectionnement du démocratisme socialiste.

### III.

#### La modification de la Constitution et le programme de la législation

Nous avons déjà mentionné que la modification a largement touché le texte de la Constitution. L'analyse de la modification des divers articles de la Constitution requerrait des études à part. La présente étude n'examine de près le texte de la Constitution que dans quelques domaines en soumettant à l'analyse les causes de la modification. C'est en passant en revue les tâches législatives survenues après la modification de la Constitution que nous illustrons comment la Constitution devient vive et exécutoire.

##### 1. *La base économique de la société.*

Le texte modifié de la Constitution exprime précisément les changements survenus par suite du renforcement des rapports de production socialistes dans notre économie nationale. Le renforcement des coopératives de production agricole ont permis aux exploitations coopératives d'acheter les stations de machines d'État et de pourvoir à l'acquisition de l'équipement mécanique nécessaire à l'agriculture moderne. Il fallait permettre aux coopératives de production agricole même l'acquisition du moyen de production le plus important, la propriété de la terre<sup>11</sup>.

Grâce à ce processus des changements essentiels sont survenus dans la sphère des formes de la propriété coopérative. La propriété coopérative a eu un rôle essentiellement important à côté de la propriété d'État et la Constitution a dû exprimer le caractère socialiste, l'égalité de rang de la propriété coopérative, l'assurance de la démocratie coopérative et en même temps le principe de la surveillance étatique assurant la coordination de l'intérêt social et de l'intérêt de groupe.

Ainsi la propriété sociale a deux formes: la propriété d'État et la propriété coopérative<sup>12</sup>.

La détermination des processus économiques reste toujours le rôle de la *propriété d'État*, ce qui motive que la Constitution énonce le principe selon lequel les moyens de production les plus importants appartiennent exclusivement à la propriété d'État (art. 8 de la Constitution). Mais à la différence du texte original l'énumération n'est pas complète. La Constitution renvoie aux attributions de la législation l'entière énumération taxative ou bien la constatation des activités économiques à la poursuite desquelles seulement l'État est autorisé.

Les gestionnaires de la propriété d'État sont les organes d'État, les institutions budgétaires et les entreprises d'État. Les conditions financières de leur activité sont établies par le budget d'État. La Constitution

prescrit également qu'une loi spéciale prévoit l'ordre des finances publiques comme elle a ordonné d'élaborer la loi sur les entreprises<sup>13</sup>. Les traits fondamentaux du statut juridique des entreprises sont aussi établis par le texte de la Constitution. Les principes y exprimés reflètent aussi les méthodes de la direction de l'économie socialiste. Le principal moyen de la direction de l'économie socialiste est le développement planifié de l'économie nationale. Les prévisions, les moyens du développement, les corrélations des plans de spécialisation et des plans territoriaux sont déterminés par les plans de développement à terme moyen établis dans la loi sur l'économie nationale. L'Assemblée nationale a adopté en conformité avec les prescriptions de la Constitution une loi sur la méthode de la planification<sup>14</sup>.

Ce que nous venons d'exposer ci-dessus nous montre que la réglementation des fonctions de l'État dans les domaines de l'économie et de l'organisation se borne à l'expression des principes généraux indiqués dans la Constitution et met à l'ordre du jour de nouvelles tâches législatives.

Quant à la *propriété coopérative* la législation a déjà précédemment résolu des tâches importantes. Elle a adopté la loi n° IV de 1967 sur les coopératives de production agricole et la loi sur l'utilisation de la terre. Les expériences de l'exécution de ces lois permettent à la Constitution de relever à juste titre parmi les coopératives l'importance des coopératives de production agricole. La gestion des coopératives de production agricole a pour base la propriété collective, socialiste des coopératives de production agricole qui s'étend déjà à la terre. Cette forme de propriété constitue la base de l'alliance solide de la classe ouvrière et de la paysannerie des coopératives, ce qui correspond au raisonnement de la paysannerie au nouveau type, aux exigences des intérêts de la société et de la gestion moderne.

Les autres formes des associations organisées dans les cadres des coopératives, les coopératives de production industrielle, les coopératives de consommation, les coopératives de construction de logements etc. sont également reconnus et elles sont des partenaires à égalité de droits des entreprises d'État, des organes de finances etc.

La Constitution distingue dans la série de formes de propriété la *propriété personnelle* de la *propriété privée*. Toutes les deux formes de propriété sont la propriété individuelle des citoyens, toutes les deux sont héréditaires, mais la fonction de la propriété est tout de même différente. La propriété personnelle s'étend aux biens visant à la satisfaction des propres besoins, aux articles de consommation. La forme la plus fréquente de la propriété privée est la propriété à petite production marchande qui peut s'étendre aux plus petits moyens de production aussi. La Constitution soumet la propriété privée à l'intérêt commun quand elle énonce que l'initiative privée ne peut pas porter atteinte à l'intérêt public.

L'interdiction de toute forme de l'exploitation figure dans la Constitution comme borne de la propriété personnelle et de la propriété privée. Cette restriction généralement formulée jette précisément les bases des mesures qui lient à des conditions concrètes l'acquisition de propriété des



citoyens en immeubles, voitures, machines etc. Bien qu'après la publication du projet de la modification de la Constitution il y en ait eu beaucoup qui avaient demandé la formulation concrète de l'objet de la propriété privée, la Constitution a continué à insister sur la restriction de principe et ainsi il était nécessaire de tracer suivant les cas la ligne de démarcation entre la propriété personnelle et la propriété privée.

## *2. Les changements de l'organisation d'État*

La modification de la Constitution a renforcé les changements introduits par la législation dans l'organisation de l'État. C'est ainsi que la Constitution a été complétée par des dispositions concernant les secrétaires d'État, par des modifications rendues nécessaires par suite de la loi sur les conseils locaux et de la loi électorale.

Le développement de l'organisation de l'État n'est pas de caractère d'organisation en premier lieu. Grâce au renforcement du démocratisme, à l'augmentation du niveau du travail étatique l'État réussit à organiser plus efficacement la satisfaction des besoins de la société, à assurer la solidité de l'ordre social. L'obligation visant à contrôler la réalisation de la constitutionnalité a complété la constitution. Par conséquent la garantie de la réalisation de la constitutionnalité a été mise en relief à l'intérieur de l'obligation du respect de la légalité socialiste.

Parmi les organes d'État réglementés dans la Constitution les organes déployant l'activité gouvernementale, procédant à la direction suprême sont les plus importants. Les expériences du fonctionnement des organes gouvernementaux ont permis à l'Assemblée nationale de décider quelques modifications importantes avec lesquelles elle entendait renforcer les tendances favorables ou d'exprimer plus précisément la répartition du travail entre les organes suprêmes.

L'Assemblée nationale reste toujours fermement le possesseur de toute la souveraineté populaire, jouit exclusivement des attributions législatives. L'obligation d'assurer l'ordre constitutionnel a complété la sphère des tâches de l'Assemblée nationale et le pouvoir relatif au contrôle de l'activité du gouvernement a reçu une formulation plus catégorique. La pratique précédente a été institutionnalisée par la Constitution: le programme du gouvernement est discuté et approuvé par l'Assemblée nationale. Lorsque l'Assemblée nationale a adopté le compte rendu sur l'exécution du budget, elle a élaboré même auparavant une loi sur le compte des clôtures que le nouveau texte de la Constitution prescrit expressément. La modification s'étend même au fait que l'Assemblée nationale déclare le droit de ratification d'ailleurs non discuté. Les accords internationaux les plus importants seront confirmés par l'Assemblée nationale. Aussi le principe de réciprocité nécessitera-t-il la confirmation de l'Assemblée nationale. (Art. 18 de la Constitution.)

Le texte de la Constitution concernant la déclaration de l'état de guerre s'est modifié en conformité avec les accords internationaux signés par la République Populaire Hongroise et avec la Charte de l'ONU. Au

lieu de l'ancien droit de l'Assemblée nationale en matière de la déclaration de la guerre le nouveau texte dispose que l'Assemblée nationale décide de la déclaration de l'état de guerre et de la question concernant la conclusion de la paix. (Art. 19, al. (3), par. g de la Constitution). Un autre changement essentiel est encore que le droit de prendre l'initiative de la loi compètera à l'avenir même aux commissions de l'Assemblée nationale. (Art. 25 de la Constitution.)

En disposant en matière des mandats des députés la Constitution souligne que les députés déploient leur activité dans l'intérêt de leurs électeurs, dans l'intérêt public (Art. 20 de la Constitution). Le travail d'utilité publique des députés est aidé par la prescription détaillée du Conseil des Ministres sur les obligations des organes d'administration publique à l'égard de l'information des députés, à l'égard du jugement de leurs motions<sup>15</sup>.

Le système représentatif en conformité avec la tendance du développement de plus en plus fort de la démocratie socialiste devient plus apte qu'auparavant à exprimer les véritables intérêts sociaux, à remplir la fonction de la coordination de certains intérêts partiels et à exprimer en raison de cette coordination les intérêts de la société.

Le développement permanent de l'activité de l'organe représentatif suprême a un caractère de garantie au point de vue de la réalisation de la démocratie socialiste. Le démocratisme de l'organe représentatif suprême rayonne, exerce son effet fertilisant sur le fonctionnement de tout autre organe représentatif ou de tout autre organe d'État. Il n'est pas moins important cependant que de telles formes fondamentales de collectivité comme les collectivités des citoyens d'après leur domicile et leurs collectivités territoriales s'associent au moyen de leurs organes élus au système de l'organisation d'État. C'est aux organes représentatifs locaux qu'incombe la tâche d'organiser la satisfaction des besoins de première nécessité. L'édification de la représentation locale basée sur l'autonomie permet de faire largement participer la population à l'accomplissement des tâches publiques se présentant par endroit. La réalisation et le perfectionnement de la démocratie des Conseils locaux est l'un des domaines les plus importants de la prédominance de la démocratie socialiste.

La représentation socialiste ne se détache pas des citoyens de l'État, des électeurs. Un lien permanent subsiste au cours de l'activité quotidienne entre les députés et les électeurs. Les députés sont en mesure de connaître les opinions et les expériences des électeurs. *Les formes démocratiques directes apparaissent dans la Constitution en vue de compléter la démocratie représentative.*

La Constitution énonce: „Tous les ressortissants ont le droit de participer dans la gestion des affaires publiques et sont tenus d'accomplir avec conscience leur mission publique” (art. 68). La Constitution assure de la même façon le droit des citoyens de présenter leurs propositions, l'examen concret de leurs annonces d'intérêt public (art. 68).

Une forme institutionnalisée de l'exercice de la démocratie directe a été créée par l'insertion dans la Constitution de la possibilité du référen-



dum. La Constitution estime à l'égard des Conseils locaux une des formes fondamentales du fonctionnement que les tâches locales seront accomplies au moyen de la participation active de la population. Par conséquent, la Constitution complète l'exercice du pouvoir populaire par des députés comme forme primaire avec renvoi à la prédominance de la démocratie directe en prévoyant que „les citoyens participent directement dans leur lieu de travail et dans leur domicile à la gestion des affaires publiques” (art. 2, al. (5) de la Constitution).

Le rapport entre l'*Assemblée nationale* et son organe chargé de son remplacement, le *Présidium de la République Populaire*, l'étendue du droit de remplacement n'ont pas changé de façon essentielle. La possibilité de remplacement n'est limitée que par l'extension de la sphère des objets législatifs. L'Assemblée nationale continue à avoir le droit exclusif de procéder à la modification de la Constitution, à la législation, au maintien de toutes les attributions relatives à l'Assemblée nationale, et surtout le droit de la dissolution et celui de décider des mandats des députés.

Le caractère rationnel de l'activité législative de l'Assemblée nationale est assuré par le fait que le Conseil des Ministres est non seulement autorisé, mais il est à la fois obligé de présenter à l'Assemblée nationale des projets de loi garantissant l'exécution de la Constitution. (Art. 78 de la Constitution). Pour s'acquitter de cette tâche le Conseil des Ministres a élaboré un programme de législation en envisageant de présenter à temps dû les projets de loi.

Le *Présidium de la République Populaire* est un organe collégial, responsable devant l'Assemblée nationale qui est tenu de rendre compte de son fonctionnement à l'Assemblée nationale. En dehors de son pouvoir de remplacement il a des pouvoirs dans le domaine des affaires étrangères: le droit de ratifier, le droit d'envoyer des ministres extraordinaires et plénipotentiaires et de recevoir de ministres extraordinaires et plénipotentiaires des États étrangers etc. Ses attributions se sont élargies quand la Constitution y a renvoyé l'exercice de l'amnistie, l'élection des juges, la surveillance de l'exécution de la Constitution, la surveillance constitutionnelle des conseils locaux, la nomination des secrétaires d'État. En cas d'une guerre ou d'un danger menaçant gravement la sûreté de l'État le *Présidium* peut mettre en place un Conseil de Défense nationale muni d'attributions extraordinaires. Le danger menaçant gravement la sûreté de l'État est établi et proclamé par le *Présidium* (art. 31 de la Constitution).

Le nouveau texte de la Constitution omet les dénominations relatives à la caractéristique des organes d'État dans le titre des chapitres disposant des divers organes. Le motif en est que des discussions se poursuivent autour des critères des soi-disant organes de pouvoir d'État et d'administration publique.

Par conséquent même le titre du chapitre disposant du Conseil des Ministres ne renvoie pas au caractère de cet organe.

La sphère des tâches du *Conseil des Ministres* est beaucoup plus large en pratique comme le texte original de la Constitution l'a reflété. Au cours

de la modification il fallait exprimer que le Conseil des Ministres n'était pas seulement l'organe suprême de l'administration publique, mais qu'il était le centre, le promoteur et le coordinateur de toute l'activité étatique.

Le Conseil des Ministres est élu par l'Assemblée nationale. Il doit rendre compte de son travail à l'Assemblée nationale. Une loi spéciale prévoit la responsabilité des membres du Conseil des Ministres et des secrétaires d'État<sup>16</sup>.

La Constitution contient minutieusement les tâches du Conseil des Ministres. A cette énumération s'ajoutent la tâche de protéger l'ordre étatique et social et celle d'assurer les droits des citoyens, la coordination du travail des ministères, la direction des Conseils locaux. Le Conseil des Ministres est chargé de diriger de façon opérative la vie économique, l'activité sanitaire et sociale. Ses attributions se sont également élargies avec le droit de conclure et d'approuver les accords internationaux.

La Constitution rend obligatoire la pratique jusqu'ici poursuivie en énonçant que le Conseil des Ministres coopère au cours de l'accomplissement de ses fonctions avec les organisations sociales intéressées. (Art. 36 de la Constitution.)

La Constitution dispose aussi que le Conseil des Ministres peut mettre en place des commissions gouvernementales. (Art. 40 de la Constitution.) Le Conseil des Ministres a pour tâche de faire rendre compte lesdites commissions.

Les attributions du Conseil des Ministres et des ministres sont toujours restées en vigueur. La Constitution renvoie à une loi spéciale l'énumération des ministères<sup>17</sup>.

Des secrétaires d'État ont été nommés en raison du décret-loi n° 5 de l'an 1968 dans l'organisation de l'administration publique. Après la modification de la Constitution il est devenu courant que des secrétaires d'État ont été nommés dans les ministères au lieu du premier vice-ministre. Les secrétaires d'État dirigent aussi à la fois les organes d'administration spéciale les plus importants à l'échelle nationale<sup>18</sup>.

La composition du Conseil des Ministres a été modifiée dans la mesure où la fonction du premier vice-président, a été abolie. La Constitution met mieux au premier plan le rôle et la responsabilité du président du conseil par rapport à la disposition précédente. La désignation du gouvernement est aussi admise dans la dénomination du Conseil des Ministres.

Le caractère, les tâches des *Conseils locaux* et de leur organisation sont déterminés par la Constitution en conformité avec les principes de base de la loi sur les Conseils locaux<sup>19</sup>. Elle omet l'allusion au caractère du pouvoir d'État des Conseils locaux, c'est en déterminant les tâches des Conseils locaux que la Constitution exprime au lieu de ce caractère le caractère de représentation populaire, d'autogestion et d'administration publique (art. 43 de la Constitution). La Constitution reproduit les dispositions de principe les plus importantes de ladite loi en élevant ainsi au niveau constitutionnel les principes de base de l'organisation des Conseils locaux.



Le contenu des chapitres consacrés à *l'organisation judiciaire et au parquet* s'est modifié en conformité avec le progrès obtenu dans le domaine de la justice. Le renvoi de l'élection des juges aux attributions du Présidium, le renforcement du principe de l'indépendance des juges ont permis de résoudre l'exécution de la prescription constitutionnelle attendant déjà depuis longtemps la réalisation. Bien que les articles modifiés soient peu nombreux, c'est tout de même un témoignage d'un important progrès de principe. Une nouvelle disposition énonce que le droit à la défense compete tous les citoyens à toutes les phases de la procédure. (Art. 49 de la Constitution). La Constitution coordonne la durée du mandat du président de la Cour Suprême et du procureur général avec la période du cycle parlementaire et sanctionne leur obligation de rendre compte de leur activité devant l'Assemblée nationale. Cela s'exprime même par les questions d'interpellation que les députés peuvent adresser à eux aussi (art. 27 de la Constitution).

La tâche la plus importante du parquet est de surveiller le respect de la légalité et de représenter l'accusation dans la procédure judiciaire. A l'opposé du texte original la Constitution souligne que tous les organes étatiques et sociaux sont tenus de coopérer en vue de respecter et de faire respecter la légalité, ce qui n'est pas uniquement la tâche du parquet.

La Constitution fait allusion aux lois sur les juridictions et les parquets qui réglementent minutieusement l'organisation judiciaire et celle du parquet<sup>20</sup>.

Des dispositions de garantie sont contenues même dans la loi sur la procédure pénale qui réalise la défense constitutionnelle de la liberté personnelle des citoyens<sup>21</sup>.

### 3. La surveillance sur la mise en oeuvre de la Constitution

En conclusion nous devons encore nous occuper des garanties de la mise en oeuvre de la constitution, du système du contrôle de la *constitutionnalité*.

Il est devenu nécessaire d'ajouter aux dispositions de la Constitution les pouvoirs des organes chargés de surveiller la mise en oeuvre de la constitutionnalité, car le texte original n'a énoncé que parmi les dispositions de clôture l'obligation générale de respecter la Constitution et la responsabilité du Conseil des Ministres de la présentation des projets de loi nécessaires à l'exécution.

La Constitution renvoie aux tâches de l'Assemblée nationale d'assurer l'ordre constitutionnel de la société (art. 19, al. (2)). L'Assemblée nationale contrôle le respect de la Constitution: elle annule toute disposition des organes d'État portant atteinte à la Constitution ou violant les intérêts de la société (art. 19, al. (3), par. 1.). Quant aux actes de l'Assemblée nationale la révision constitutionnelle est donc confiée à l'Assemblée nationale elle-même. Le Présidium de la République Populaire est autorisé à intervenir contre les actes normatifs ou individuelles de tous les autres organes, parce que la Constitution renvoie à la sphère des tâches du Présidium la

surveillance sur l'exécution de la Constitution et en vue de sa réalisation elle lui confie le pouvoir de cassation et de réformation (art. 30, al. (2) de la Constitution). L'obligation d'assurer de façon continue la surveillance sur l'exécution de la Constitution incombe à un organe fonctionnant à un niveau si élevé qui est relativement exempt des fardeaux opératifs quotidiens de l'activité gouvernementale et qui est en mesure de passer en revue l'ensemble de l'organisme étatique. Mais l'exercice de la fonction suppose aussi la coopération de plusieurs organes nationaux, c'est le motif pour lequel les nouveaux règlements du Présidium de la République Populaire réglemente à l'égard de la mise en oeuvre de la constitutionnalité les droits d'initiative des autres organes d'État.

L'exécution de la Constitution, l'observation de la constitutionnalité constituent le devoir de tous les organes d'État et de tous les citoyens (art. 77). Cependant les dispositions de clôture soulignent sans changement la responsabilité du Conseil des Ministres de l'exécution de la Constitution (art. 8). Le Conseil des Ministres dispose des attributions qui lui permettent de satisfaire à ses engagements. Il a le droit de prendre l'initiative en matière de lois, il dispose des attributions d'émettre des décrets dans les cadres de la loi et peut assurer efficacement en général avec les moyens de direction et de surveillance lui accordés la prédominance de la légalité, y compris celle de la constitutionnalité.

Notre Constitution a donc introduit dans son texte les garanties de la constitutionnalité en créant la garantie juridique la plus importante de l'exercice des droits constitutionnels.

#### NOTES

<sup>1</sup> Les lois portant sur la modification de la Constitution jusqu'en 1970: la loi n° V de l'an 1950 a modifié l'organisation judiciaire; la loi n° VI de l'an 1953 a modifié la composition du Conseil des Ministres; la loi n° VIII de l'an 1954 a modifié les normes constitutionnelles relatives aux Conseils locaux; la loi n° I de l'an 1957 a ajouté à la dénomination du Conseil des Ministres celle du «Gouvernement Révolutionnaire Ouvrier-Paysan» et a confié à une loi spéciale la mise en place ou l'abolition des ministères et a modifié les insignes de souveraineté.

<sup>2</sup> La loi n° I de l'an portant sur la modification de la loi n° XX de l'an 1949 et sur le texte intégral de la Constitution de la République Populaire Hongroise. Elle a été publiée dans le numéro 32 de Magyar Közlöny du 26 avril 1972.

<sup>3</sup> V. *Ottó Bihari*: A szocialista államszervezet alkotmányos modelljei. (Les modèles constitutionnels de l'organisation de l'État socialiste.) Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó. Budapest. 1969. 15-20 et 471-478 pp.)

<sup>4</sup> P. ex. la fonction de secrétaire d'État introduite par le décret-loi n° 5 de l'an 1968.

<sup>5</sup> La loi n° IV de l'an 1959, le Code civil a introduit p. ex. au lieu de la dénomination «propriété acquise avec le travail» celle de «la propriété personnelle» en matière de propriété des objets satisfaisant les besoins personnels des citoyens, des moyens de consommation, des immeubles etc.

<sup>6</sup> Les forêts constituant la propriété personnelle ou la propriété des associations n'ont pas été nationalisées bien que la Constitution ait considéré que les forêts étaient uniquement dans la propriété de l'État. Il suffisait d'étendre l'économie forestière à ces formes de propriété. La Constitution contenait une disposition relative à la propriété



exclusive de l'État concernant les *stations de machines*. Les stations de machines se sont transformées en entreprises de la réparation des machines après 1957, mais le texte de la Constitution n'a subi aucun changement. Le législateur a reconnu en 1967 que les coopératives de production agricole avaient le droit d'acquiescer le droit de propriété des terres immobilières. Toute la conception de la propriété coopérative a changé de cette façon, mais ce changement ne figure pas dans le texte de la Constitution.

<sup>7</sup> La loi n° III de l'an 1970 sur la modification du droit électoral et la loi n° I de l'an 1971 sur les Conseils locaux.

<sup>8</sup> Parmi les monographies voici les plus importantes: *János Beér*: Szocialista állam-építés. (Édification de l'État socialiste.) Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó. Budapest, 1968. *Ottó Bihari*: Az államhatalmi-képviselői szervek elmélete. (La théorie sur les organes de pouvoir d'État représentatifs.) Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó. Budapest, 1963. *Ottó Bihari*: A szocialista államszervezet alkotmányos modelljei. (Les modèles constitutionnels de l'organisation de l'État socialiste.) Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó. Budapest, 1969. *István Kovács*: A szocialista alkotmányfejlődés alapjai. (Les bases de l'évolution de la Constitution socialiste.) Akadémiai Kiadó. Budapest, 1962. *Imre Szabó*: Szocialista jogelmélet-népi demokratikus jog. (La théorie du droit socialiste — droit de démocratie populaire.) Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó. Budapest, 1967. *Imre Szabó*: A jogelmélet alapjai. (Les bases de la théorie du droit.) Akadémiai Kiadó. Budapest, 1971. En dehors des études publiées dans les revues professionnelles beaucoup d'études internes ont été faites sur l'appel de l'Institut des Sciences Sociales près le Comité Central du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois où non seulement les juristes, mais les représentants d'autres disciplines ont aussi exprimé leur avis sur la modification de la Constitution. Aussi cette méthode a-t-elle favorisé l'élection des questions et le rapprochement multiple des questions contestables. Une question de controverse était p. ex. si une nouvelle constitution ou la modification de la loi n° XX de l'an 1949 s'avérerait nécessaire pour assurer la constitutionnalité avec la mise en place d'une cour constitutionnelle.

<sup>9</sup> On retrouve dans les récentes constitutions socialistes les droits des citoyens après le chapitre sur l'ordre social. (V. la Constitution roumaine de 1965 et celle de la RDA de 1968). Ce changement de structure exprime que la société socialiste assure en dehors de l'égalité des droits des citoyens l'égalité d'intervenir dans la société et l'épanouissement total de la personnalité.

<sup>10</sup> La Constitution a traité parmi les bases du régime social le rôle du travail le droit au travail et l'obligation d'accomplir un travail. Le nouveau texte estime encore que l'institution du mariage et de la famille est une institution fondamentale, qui met, au premier plan, la protection de la jeunesse, de la vie et de l'intégrité corporelle, ainsi que l'entretien des incapables de subvenir à leurs besoins (articles 14 — 17 de la Constitution). L'État assigne à titre de tâche fondamentale l'appui du travail scientifique et de l'art, l'augmentation de la qualification et de la culture des citoyens, ainsi que la protection des environnements (art. 18 de la Constitution).

<sup>11</sup> La loi n° III de l'an 1967 sur le droit de l'utilisation des terres.

<sup>12</sup> On rencontre dans la littérature professionnelle même la reconnaissance de la propriété municipale comme une autre forme de la propriété sociale. V. Dr. *Imre Takács*: A községi és városi tanácsok tulajdonosi jogviszonyai. (Les droits de propriétaire des Conseils municipaux et des Conseils des villes.) Acta Facultatis politico-iuridicae Universitatis scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Tomus XII. Budapest, 1970.

<sup>13</sup> Quant aux entreprises nationales elles sont à présent prévues dans le Code civil (la loi n° IV de l'an 1959) et dans l'ordonnance gouvernementale n° 11/1967 (V. 13.).

<sup>14</sup> La loi n° II de l'an 1973 sur la planification de l'économie nationale.

<sup>15</sup> La décision du Conseil des Ministres n° 1041/1972 (X. 20.) sur les tâches des organes nationalisés dans l'appui de l'activité des députés de l'Assemblée nationale.

<sup>16</sup> La loi n° III de l'an 1973 sur le statut et la responsabilité des membres du Conseil des Ministres de la République Populaire Hongroise et des secrétaires d'État.

<sup>17</sup> La loi n° IV de l'an 1973 sur l'énumération des ministères de la République Populaire Hongroise.

<sup>18</sup> Un secrétaire d'État se trouve à la tête de l'Office central de la Statistique, de l'Office national des matières et de l'établissement des prix, de l'Office national des Églises,

de la Commission centrale de contrôle populaire, de l'Office de Renseignements du Conseil des Ministres, de la Section des organes de Conseils locaux près le Conseil des Ministres, de l'Office national d'éducation physique et de sports. Vu l'importance des affaires financières publiques la Banque nationale hongroise fonctionne sous la direction d'un secrétaire d'État.

<sup>19</sup> La loi n° I de l'an 1971 sur les Conseils locaux.

<sup>20</sup> La loi n° IV de l'an sur 1972 les juridictions. La loi n° V de l'an 1972 sur le parquet de la République Populaire Hongroise.

<sup>21</sup> La loi n° I de l'an 1973 sur la procédure pénale.

## MODIFICATION OF THE CONSTITUTION OF THE HUNGARIAN PEOPLE'S REPUBLIC

### (SUMMARY)

#### I. Major questions of the modification on the constitution

In Hungary the constitution was adopted in 1949, relatively later than in other European people's republics. This afforded possibility that the object and methods of the building of socialism could be drawn up in the constitution. This gives, among others, an explanation to the relative stability of the constitution. Consequently, in the relative stability of the constitution. Consequently, in 1972 instead of a new constitution the old one was modified.

#### II. The basic principles of the modification of the constitution

1. The constitution lays down the achievements of the building of socialism and determines the main social objective of the following period, the completion of the building of socialism.

2. The constitution strengthens the institutions ensuring the realization of socialist democracy and broadens their scope of activities.

3. The constitution shows the development of the economic basis of society, the consolidation of the socialist ownership.

4. The constitution extends the citizens' fundamental rights, the guarantees of their realization and recognizes the respect for human rights.

5. The constitution secures the continuity strengthens the well-founded institutions. It sets the modifications having become necessary in the state organization, the changes in the sphere of authority with the purpose of raising the standard of the state activity.

#### III. The programme of the modification of the constitution and of legislation

The modification of the constitution launched an extensive programme of legislation concerning the economic relations, the rules of state budget, the operation of the governmental organs and jurisdiction as well. Within the general requirement of socialist legality the constitution makes a distinction between the observance of the constitution and the responsibility for it being observed and in this way it has brought about the guarantess of practising the constitutional rights.



## **МОДИФИКАЦИЯ КОНСТИТУЦИИ ВЕНГЕРСКОЙ НАРОДНОЙ РЕСПУБЛИКИ**

(РЕЗЮМЕ)

### **I. Основные вопросы модификации конституции**

Из стран народной демократии Европы, в Венгрии конституция была принята относительно поздно, в 1949 году. Это способствовало, чтобы конституция изложила цель и мотивы построения социалистического общества. Между прочим этим и объясняется относительная стабильность конституции. Таким образом в 1972 году вместо принятия новой конституции произошла модификация старой.

### **II. Основные принципы модификации конституции**

1. Конституция закрепляет результаты строения социализма и устанавливает главные общественные цели предстоящего периода, полное построение социализма.
2. Конституция укрепляет институты, обеспечивающие осуществление социалистической демократии, расширяет их круг.
3. Конституция выражает развитие экономической основы общества, усиление социалистических отношений собственности.
4. Конституция расширяет основные права граждан, гарантии их осуществления, признает уважение человеческих прав.
5. Конституция обеспечивает непрерывность, укрепляет испытанные институты. Повышая уровень государственной деятельности устанавливает нужные в организации государства модификации и изменения в компетенции.

### **III. Программа законодательства и модификация конституции**

Модификация конституции положила начало программе распространенного законодательства, которая затрагивает и экономические отношения, порядок государственного хозяйства, деятельность органов управления и также правосудие. Конституция в рамках всеобщего требования социалистической законности различает ответственность за соблюдение конституции и ответственность за соблюдение ее другими и этим она создала и гарантии осуществления конституционных прав.